



SÉANCE DU 29 JUILLET 2020

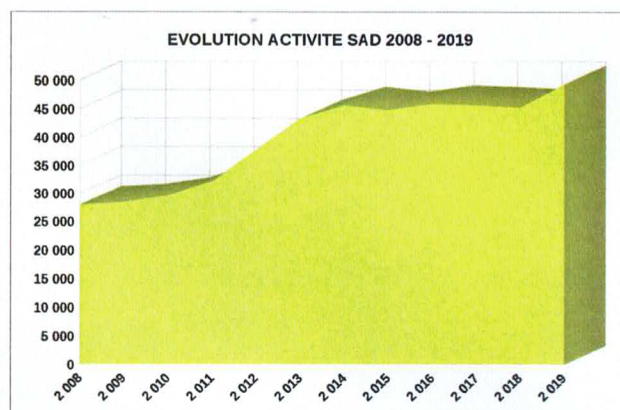
Présents : Monsieur Emmanuel HANON, Président ; Mesdames Joëlle BAYLE-LASSERRE, Madeleine BERGEZ-CASALOU, Pierrette DOMBLIDES, Nathalie FABRE, Claire HAYDONT, Madeleine PICHAUREAU ; Messieurs Philippe ETCHEBERTS, Jean-Louis GROUSSET, Jacques LABORDE, Guy PIOVESANA, Michel POUQUET, Bernard ROUMILLY.

Absents excusés : Messieurs Bernard DEFRANCE, Marc DESPLAT, Stéphane PINARD, Christian WILS.

Ont donné pouvoir : Monsieur Bernard DEFRANCE à Monsieur Michel POUQUET ; Monsieur Marc DESPLAT à Monsieur Emmanuel HANON ; Monsieur Christian WILS à Madame Joëlle BAYLE-LASSERRE.

20-27 MESURE DE RÉDUCTION DE L'ACTIVITÉ DU SERVICE D'AIDE A DOMICILE

Le service d'aide à domicile connaît une forte augmentation de son activité depuis plusieurs années : après une hausse significative entre 2011 et 2014 (+ 42%), l'activité n'a pas diminué et a même augmenté de près de 10 % en 2019.



Le nombre d'intervenants a lui aussi augmenté significativement : 32 agents en janvier 2011 et 43 en janvier 2019 pour les heures effectivement réalisées, auxquels il faut ajouter les agents en congés maladie plus ou moins longs. Enfin, la dépendance moyenne des usagers a elle aussi évolué vers des situations très complexes qui ont amené le service à des suivis de plus en plus personnalisés et à une planification rigoureuse mais très complexe à mettre en œuvre.

L'ensemble du fonctionnement est en forte tension : la gestion des ressources humaines, la planification et les équilibres financiers. Depuis plusieurs années, agents et élus tentent de maintenir un fonctionnement acceptable à un prix qui devient aujourd'hui impossible à assumer malgré l'engagement tarifaire récent du Département dans le cadre du CPOM et la participation financière des communes pour lesquelles nous intervenons.

Dans le cadre du suivi du CPOM signé en 2018, nous venons de faire le bilan de l'année 2019 avec les services départementaux. Le bilan est positif et révèle le travail de fond entrepris pour améliorer la qualité des services proposés à nos bénéficiaires. Toutefois, il est évident que nous avons du mal à respecter les engagements du CPOM et le constat met en évidence que le temps a manqué à

l'encadrement du service pour atteindre les objectifs fixés : sur les 16 actions à engager en 2019, 9 ont été reportées en 2020.

Il est nécessaire de mettre en place des mesures qui nous permettront de retrouver un équilibre soutenable et durable. Le Président propose de réduire significativement l'activité du service avec l'objectif de revenir à une jauge de 30 000 / 35 000 heures annuelles, au lieu des 49 000 heures réalisées en 2019.

Pour cela, dès à présent et tant que nous n'aurons pas atteint ce niveau d'activité, nous ne prendrions plus en charge de nouveaux dossiers d'APA ou de PCH, sauf cas très exceptionnel que le Président autoriserait sur proposition du service, sur des critères de dépendance et de précarité. Les demandes d'aggravation seraient également étudiées au cas par cas et ne seraient plus systématiquement acceptées.

Cette pause entraînera mécaniquement une diminution de l'effectif courant de bénéficiaires et permettra aux agents chargés de la gestion et du pilotage d'être plus disponibles pour les intervenants à domicile et pour le suivi des usagers. L'effectif d'intervenants à domicile sera progressivement réduit en même temps qu'une nouvelle organisation du travail par équipes sur des demies-journées stabilisera les plannings.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver cette mesure.

Ainsi fait et délibéré à Orthez,
le 29 juillet 2020



ORTHEZ
Maire d'Orthez
Président du CCAS
Emmanuel HANON